

Des agricultures nationales hétérogènes

Source: CVCE. European Navigator. Etienne Deschamps.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/des_agricultures_nationales_heterogenes-fr-de5f8876-8b7e-4497-9f21-b5c7234c46d8.html

Date de dernière mise à jour: 08/07/2016



Des agricultures nationales hétérogènes

Après la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture représente toujours un poids économique important dans la politique nationale des Six. En 1960, le secteur agricole occupe encore un travailleur actif sur cinq en Europe. Mais les structures agricoles européennes varient fortement d'un pays, voire d'une région à l'autre, tant en ce qui concerne la taille des exploitations que leur degré de mécanisation ou la variété et le rendement des produits. De même, le niveau d'intervention des pouvoirs publics varie largement. Cette hétérogénéité n'est d'ailleurs pas étrangère à l'échec, au début des années cinquante, du projet de "pool vert" censé inaugurer une organisation commune des marchés agricoles en Europe. Ces disparités et les divergences d'intérêts qu'elles entraînent expliquent les difficultés de la mise en place, quelques années plus tard, de la Politique agricole commune (PAC) dans le cadre du Marché commun. Les différences portent sur :

- la taille des exploitations;
- le degré de mécanisation des exploitations;
- la part de la population agricole dans la population totale;
- les coûts de production des produits agricoles;
- le taux de couverture des besoins nationaux;
- le volume des produits agricoles exportés.

Les Pays-Bas et la France ont les agricultures les plus performantes et les plus tournées vers l'exportation. Ces pays exigent par conséquent la mise en place aussi rapide que possible de la PAC dont ils se savent être les premiers bénéficiaires, notamment pour éviter une crise de surproduction. La France considère également la PAC comme un contrepois indispensable à la libre circulation des produits industriels.

Leurs partenaires européens se montrent plus réticents dans la mesure où la PAC les obligerait à réduire leurs achats à l'extérieur de la Communauté. Ainsi, l'Italie ne pourrait plus acquérir des céréales et de la viande en échange de ses produits industriels. L'Allemagne veut également maintenir la possibilité de continuer à s'approvisionner à bas prix sur le marché mondial, notamment auprès des pays acheteurs de ses produits industriels. Le plus grand exportateur de produits agricoles, le Danemark, et le plus grand importateur, le Royaume-Uni ne font par ailleurs pas partie du marché commun agricole.